

Art. 4. In artikel 48 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt:

”7° de oppervlakten met miscanthus.”;

2° tussen de leden 1 en 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

”Voor de in het eerste lid, 7°, bedoelde oppervlakten zijn de beperkingen betreffende het gebruik van minerale meststoffen of gewasbeschermingsmiddelen van toepassing vanaf 1 januari 2019.

Art. 5. In artikel 59 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld met de woorden ”rekening houdende met een waarde van vijftieng procent van de nationale gemiddelde betaling per hectare”.

Art. 6. Artikel 1 treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 7. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 oktober 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14860]

8 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l’octroi d’un soutien aux ateliers de découpe de gibier dans le cadre de la prise en charge des carcasses de sangliers pour lutter contre la peste porcine africaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l’application des articles 107 et 108 du TFUE (Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne) aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d’intérêt économique général (S.I.E.G.) ;

Vu la loi sur la chasse du 28 février 1882, telle que modifiée par le décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d’emploi, de formation, d’économie, d’industrie, de recherche, d’innovation, de numérique, d’environnement, de transition écologique, d’aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d’énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d’agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement, article 7 ;

Vu la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973, article 37, 9° ;

Vu les lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l’article 3, § 1^{er} ;

Vu le décret du Parlement wallon du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d’administration publique wallonnes, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017 ;

Vu le décret du Parlement wallon du 13 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l’année budgétaire 2018 ;

Vu le mandat conféré par le Ministre de la Nature et de la Ruralité dans des arrêtés ministériels à destination des ateliers de découpe de gibier ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 7 novembre 2018 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2018 ;

Vu le rapport du 7 novembre 2018 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales ;

Considérant que la lutte sanitaire contre la propagation de la peste porcine africaine se décline au travers de diverses mesures, dont, notamment, l’arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers ;

Considérant qu’en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d’un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne a obligé le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d’une zone tampon qui inclut une zone noyau basée sur la découverte des carcasses viropositives et des mesures appropriées à y appliquer, telles que la suspension de chasse et l’interdiction de l’alimentation des sangliers ; et la définition d’une zone d’observation autour de la zone tampon, à laquelle sont également appliquées plusieurs mesures, dont la suspension partielle de la chasse et l’interdiction de l’alimentation des sangliers, est à même de renforcer le dispositif de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone noyau et la zone tampon;

Considérant que la destruction d’un maximum de sangliers dans la zone d’observation et leur évacuation dans le strict respect de conditions de biosécurité, sont également à même de renforcer le dispositif de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone infectée ;

Considérant que ces mesures se doivent d’être complétées par des mesures prises à l’égard des sangliers présents en dehors des zones infectées identifiées et délimitées ;

Considérant qu'il s'agit, par ces mesures, de s'assurer que les sangliers en dehors de ces zones ne soient pas vecteurs de la maladie et de diminuer drastiquement le risque de propagation ;

Considérant que la réduction drastique de la population des sangliers sains, sur l'ensemble de la Région wallonne, par l'intensification des activités cynégétiques, s'inscrit dans le cadre de cette mesure ;

Qu'en conséquence, une décision d'intensifier la chasse des sangliers a été prise par le Gouvernement wallon le 27 septembre 2018, cette décision comprenant la prolongation de la chasse en battue et au chien courant durant les mois de janvier et février 2019 ainsi que l'interdiction de toute forme de restriction de prélèvement sur l'espèce sanglier lors de l'exercice de la chasse durant l'année cynégétique 2018-2019, quelles que soient les catégories d'âge et de sexe ;

Considérant que cette mesure trouve son fondement dans le plan de lutte sanitaire contre la propagation de la peste porcine africaine ;

Considérant qu'il s'agit, par cette mesure, d'éviter une propagation ingérable aux conséquences graves de la peste porcine africaine vers des individus domestiques d'élevage ou vers des individus qui seraient des hôtes à la survie de la maladie ;

Considérant également qu'en vertu de l'article 37, alinéa 1^{er}, de la loi sur la conservation de la Nature, le dernier tiret autorise le Gouvernement wallon à prendre des mesures assorties de subventions aux conditions qu'il fixe en vue de favoriser dans l'espace rural notamment l'adoption de toute autre mesure favorable à la biodiversité en milieu rural ;

Que le Gouvernement wallon se doit d'adopter toute mesure visant à assurer la biodiversité en milieu rural ainsi que la protection de la faune et de la flore, notamment par l'octroi de subventions ;

Considérant qu'il est apparu que l'intensification de la chasse nécessaire à la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine est de nature à révéler un problème de gestion des carcasses de sangliers sains prélevé dans le cadre des activités cynégétiques ;

Considérant que cette gestion impose, pour les chasseurs, une mise à disposition des carcasses de sanglier auprès des ateliers de découpe de gibier présents en Région wallonne,

Considérant que cette mesure est de nature à accroître substantiellement le recours aux services fournis par les ateliers de découpe de gibier ;

Considérant que ces ateliers de découpe de gibier accomplissent, pour permettre la poursuite du plan de lutte contre la peste porcine africaine, une mission d'intérêt économique général, au sens de l'article 1^{er} du Règlement européen précité lequel renvoie à l'article 106, § 2, du TFUE, en vertu des agréments délivrés par le Ministre de la Nature et de la Ruralité le 8 novembre 2018 aux ateliers de découpe de gibier,

Considérant que, toutefois, il appert que ces ateliers de découpe, dans leur mode de fonctionnement ordinaire, ne peuvent supporter une telle charge ;

Considérant que cette charge se traduit, notamment, par :

- la nécessité de mobiliser leurs ressources humaines et à envisager de nouveaux recrutements,
- l'élargissement de leur période d'activité,
- la mise en œuvre de procédures de biosécurité lors du ramassage des carcasses de sangliers,
- l'augmentation de leur capacité de stockage par des investissements complémentaires ;

Considérant que cette surcharge accusée par les ateliers de découpe de gibier risque de compromettre toute la chaîne de gestion de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine et, par voie de conséquence, risque de compromettre le plan de lutte mis en place par le Gouvernement wallon pour assurer la protection de la faune et de la flore ainsi que la biodiversité en milieu rural ;

Considérant, en effet, qu'il existe un risque réel que les ateliers de découpe de gibier n'acceptent plus, faute de moyens, de nouvelles carcasses de sangliers abattus et entraîne, par voie de conséquence, une diminution du taux d'intensification de la chasse telle que souhaitée par le Gouvernement wallon ;

Considérant le risque réel d'abandon massif des carcasses de sangliers tués lors des activités cynégétiques et considérant que cet abandon est une source potentielle de contamination du milieu forestier qui aurait comme conséquence d'aggraver le risque sanitaire ;

Considérant que les carcasses sont saines et que la filière de la viande du gibier est une filière d'importance en Région wallonne, permettant de valoriser dans la chaîne alimentaire une ressource naturelle de l'espace rural et forestier et que l'impact de la destruction des carcasses saines serait négativement significatif dans l'opinion publique et de nature à anéantir l'ensemble de la filière et à l'avenir à mettre en péril la valorisation de l'ensemble du gibier wallon ;

Considérant que la destruction des carcasses saines est contraire aux règles d'éthique, vis-à-vis du gaspillage alimentaire ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire que le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre de la Ruralité, étudie l'opportunité d'octroyer, dans le respect des dispositions applicables au niveau européen, une subvention au titre de compensation à accorder aux ateliers de découpe de gibier aux fins d'assurer la pérennisation des mesures mises en œuvre pour lutter contre la propagation de la peste porcine africaine ;

Considérant qu'une telle mesure de compensation est uniquement octroyée aux fins de gestion de la crise sanitaire et du surplus d'activité engendré pour les ateliers de découpe de gibier et aux fins de réalisation du service d'intérêt économique général endossé par les ateliers de découpe ;

Considérant que cette mission d'intérêt général risquerait d'être mise en péril quant à son exécution en l'absence d'une intervention du Gouvernement wallon ;

Considérant que le Règlement européen précité autorise les Etats membres à octroyer, à l'égard des entreprises fournissant un SIEG, une aide de minimis par entreprise concernée dont le montant total, sous la forme d'une subvention, ne peut excéder 500.000,00 € sur une période de trois (3) exercices fiscaux ;

Considérant que l'examen de la problématique concernée s'inscrit dans la lignée de l'objectif poursuivi par le Règlement européen précité et permet, donc, au Gouvernement wallon d'octroyer une aide *de minimis* à l'égard de ce secteur ;

Que l'aide *de minimis* envisagée est octroyé sous la forme d'un montant forfaitaire déterminé par le Gouvernement wallon permettant de compenser l'ensemble des charges extraordinaires qui sont supportés par les ateliers de découpe de gibier pour assurer la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine ;

Considérant l'ensemble de ce qui précède, il y a lieu de permettre aux ateliers de découpe de gibier préalablement agréés par le Ministre de la Ruralité de bénéficier de l'aide *de minimis* selon les modalités fixées par le présent arrêté ;

Vu l'urgence motivée par les mesures de préventions prises dans le cadre de la peste porcine africaine qui impactent les durées et le nombre de sangliers abattus ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'atelier de découpe de gibier : une structure qui accueille les gibiers morts à des suites de la chasse afin de les découper, les désosser, ainsi que de les conditionner ou les reconditionner ;

2° l'administration : le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

3° le Ministre : le Ministre qui a la ruralité dans ses attributions.

4° le Règlement *de minimis* pour les S.I.E.G. : le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, J.O.U.E., n° L 114/8, du 26 avril 2012;

5° le S.I.E.G. : le service d'intérêt économique général, tel que visé aux articles 14 et 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que dans le Protocole n° 26 annexé au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui reçoit un mandat tel que précisé à l'article 3, selon les modalités déterminées par le Gouvernement ;

6° la subvention : la compensation en vue d'exercer un S.I.E.G.

Art. 2. Le Ministre peut accorder dans la limite des crédits budgétaires disponibles des subventions à des ateliers de découpe de gibier en vue de leur permettre de prendre en charge l'ensemble des carcasses de sangliers abattus suite aux mesures de lutte prises dans le cadre de la peste porcine africaine.

Le Ministre peut agréer les ateliers de découpe de gibier en vue de l'octroi de la subvention.

L'agrément visé à l'alinéa 2 constitue un mandat à gérer un S.I.E.G. et est uniquement destiné à autoriser l'octroi d'une subvention visé à l'alinéa 1^{er}, qui permet, pour les ateliers de découpe de gibier, de gérer le surplus d'activités lié aux obligations de service public.

Le mandat de gestion du S.I.E.G. est confié à l'atelier de découpe de gibier conformément à décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

La subvention concerne la prise en charge de l'ensemble des carcasses de sangliers suite aux mesures prises sur le territoire de la Région wallonne pour lutter contre la peste porcine africaine.

Le Ministre par décision motivée peut refuser ou retirer l'agrément tel que visé à l'alinéa 2.

Art. 3. L'atelier de découpe de gibier est agréé lorsqu'il :

1° est un atelier de traitement de gibier agréé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire « AFSCA », conformément au règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, ci-après dénommé le règlement (UE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 ;

2° réceptionne et accepte l'entièreté des carcasses de sangliers exclusivement prélevées en Région wallonne qui lui sont proposées avec la déclaration numérotée personne formée qui accompagne le gibier lors de la livraison à un atelier conformément à l'article 30, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 novembre 2015 relatif à l'hygiène des denrées alimentaire d'origine animal ;

3° met en œuvre les mesures de biosécurité conformément à l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire et conformément à l'arrêté royal du 19 mars 2004 relatif à lutte contre la peste porcine africaine.

Art. 4. La subvention est accordée uniquement :

1° durant la période liée au plan de lutte contre la peste porcine africaine ;

2° durant la mise en place de mesure permettant de réguler la population des sangliers sur le territoire de la Région wallonne.

Le taux d'intervention est de 70 euros par carcasse réceptionnée et transformée. Ce montant unitaire couvre l'ensemble des coûts relatifs au processus réalisé par les ateliers de découpe (les mesures de désinfection, la congélation et le stockage, ...).

Les carcasses de sangliers provenant d'un parc d'élevage exploité à des fins commerciales en vue de la production de viande de grand gibier, tel que visé à l'article 1^{er}, 1), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996 accordant des dérogations pour l'exploitation de certains parcs d'élevage d'animaux appartenant aux catégories grands et autres gibiers ainsi que pour l'achat, le transport et la vente de ces animaux d'élevage vivants, ne peuvent pas bénéficier de cette subvention.

Art. 5. La demande d'octroi de la subvention est introduite auprès de l'administration suivant le formulaire repris en annexe 1, accompagné d'une déclaration sur l'honneur, telle que reprise en annexe 3.

Art. 6. Le Ministre notifie la décision d'octroi ou de refus de la subvention dans un délai de trois mois à dater de la date de réception par l'administration de la demande d'octroi d'une subvention.

Art. 7. Le calcul du montant de la dépense à subventionner est effectué en tenant compte du nombre de carcasses réceptionnées et transformées.

L'octroi de la subvention est conditionné par l'apport de la preuve par l'atelier de découpe que la subvention compense des obligations de service public sans dépasser le montant des coûts inhérents aux obligations de service public en tant que S.I.E.G.

Pour l'application de l'alinéa 2, l'administration vérifie le nombre d'analyses de trichine réalisées pour compte de l'atelier de découpe sur base des preuves apportées par cet atelier.

Aucune subvention n'est accordée pour la réalisation d'études, pour tenir compte de la T.V.A., de la main d'œuvre interne, des coûts de fonctionnement ou des consommables.

Le paiement est accompagné d'une attestation « de minimis » transmis au bénéficiaire par l'administration suivant le modèle repris en annexe 2.

Art. 8. Les subventions aux ateliers de découpe de gibier ne sont pas cumulables avec d'autres aides ayant le même objet.

Art. 9. En cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent arrêté ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi, le Ministre peut, selon les modalités qu'il détermine, dans le respect de la l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, ci-après dénommé « décret du 15 décembre 2011 » :

1° suspendre le versement de tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'atelier de découpe de se conformer aux obligations non rencontrées ;

2° rapporter tout ou partie de la subvention proportionnellement aux non-respects constatés ;

3° retirer la décision d'octroi de la subvention et demander à l'atelier de découpe de récupérer le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Art. 10. Outre le cas visé à l'article 9, 3°, la subvention est remboursée :

1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'atelier de découpe de gibier dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention;

2° en cas de fourniture, sciemment, par l'atelier de découpe de gibier, de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de des renseignements sur le montant de la subvention.

Art. 11. En application des articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, la subvention indûment liquidée est récupérée par toutes voies de droit, en ce compris par compensation.

Art. 12. Un recours à l'encontre des décisions prises en vertu du présent arrêté est ouvert auprès du Ministre dans les 30 jours à dater de la réception de la décision.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 14. Le Ministre de la Nature et la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et Délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe 1. Formulaire de demande

Modèle de déclaration de créance pour percevoir une subvention dans le cadre de la prise en charge des carcasses de sangliers pour lutter contre la peste porcine africaine

DÉCLARATION DE CRÉANCE			
Je soussigné :(nom) (prénom)			
domicilié à :(rue et n°)			
.....(Code postal et commune)			
N° registre national			
Représentant la société :			
Numéro d'entreprise :			
Numéro d'agrément AFSCA :			
déclare qu'il m'est dû par le Service public de Wallonie la somme de € (en chiffres)			
[..... euros (en lettres)]			
en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 pour la prise en charge des carcasses de sangliers pour lutter contre la peste porcine africaine. Cette somme est à verser sur le			
N° compte IBAN :			
ouvert au nom de :			
Nombre de sangliers traités (N° bracelets de traçabilité ci-après):			
.....
.....
.....
.....
.....
Je certifie avoir accepté l'ensemble des carcasses de sangliers qui m'ont été proposées,			
(Lieu)			
le : (date)			
(Signature du bénéficiaire de l'indemnité)		(Signature du responsable de chasse attestant que les sangliers ont été tirés sur son territoire)	

Vu pour être annexé à l'arrêté du 8 novembre 2018 pour le soutien aux ateliers de découpe de gibier dans le cadre de la prise en charge des carcasses de sangliers pour lutter contre la peste porcine africaine.

Namur, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe 2. Attestation « de minimis »

ATTESTATION DE MINIMIS

Par la présente, nous confirmons que l'aide octroyée à l'entreprise (n° entreprise et dénomination)est une **aide de minimis** en vertu du Règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées aux entreprises fournissant des **SIEG**, JOUE, L. 114, 26 avril 2012, p. 8-13.

Le montant de cette aide est deeuros. Elle est octroyée en date du

Ce montant sera à indiquer, le cas échéant, dans toute attestation sur l'honneur *de minimis* complétée en prévision de l'attribution d'une autre aide *de minimis*.¹

Autorité subsidiaire :

Pour le SPW, DGO3, le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture,

Nom de la personne signant le document (agent en charge du dossier) :

Fait le :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 relatif à l'octroi d'un soutien aux ateliers de découpe de gibier dans le cadre de la prise en charge des carcasses de sangliers pour lutter contre la peste porcine africaine.

Namur, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

¹ Ce document (ou l'information qu'il contient) est à conserver pendant 3 exercices fiscaux !

Annexe 3. Déclaration sur l'honneur de l'entreprise

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE**Aides de minimis octroyées et à venir**

Vous allez recevoir une aide de la Région wallonne. La Commission européenne règlemente les aides aux entreprises afin qu'elles ne faussent pas la concurrence. La présente aide est une aide qualifiée de « *de minimis* » au sens de cette réglementation européenne. Au risque de devoir rembourser la somme reçue, le montant des aides dites *de minimis* ne peut dépasser un certain plafond lié au secteur d'activité. Aux fins de vérifier que ce plafond n'est pas dépassé, il vous est demandé de compléter le document suivant.

1. Renseignements généraux

Numéro d'entreprise

□□□□-□□□□-□□□□

Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

 Personne physique (indépendant)

M./Mme. (nom et prénom) Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

 Personne morale (société)

Nom de la société

Forme juridique

 Personne de contact

M./Mme (nom et prénom)

Téléphone/gsm :

2. Participations et composition du capital

L'appréciation du seuil s'effectue en tenant compte de toutes les aides *de minimis* reçue au niveau de **l'entreprise unique**. Si votre entreprise est liée à une ou plusieurs autres entreprises (participations, associations, droits de vote,...), complétez l'annexe. Sinon, passez au point 3.

3. Activités de l'entreprise

L'entreprise est active.

L'entreprise est-elle active dans l'un de ces secteurs (*cochez la case le cas échéant*) ?

- L'entreprise est active dans les secteurs de la **pêche, l'aquaculture (en cas de doute, ces activités correspondent aux codes 03 du Code NACE-BEL)**
- L'entreprise est active dans le secteur de la production primaire de produits agricoles (en cas de doute, ces activités correspondent aux codes **01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL**)
- L'entreprise est active dans le **transport de marchandises par route pour compte d'autrui**.

N.B. : le(s) code(s) NACE de l'entreprise peu(ven)t être obtenu(s) auprès de la Banque-carrefour des entreprises via « BCE public Search », disponible via le lien suivant :

<http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Renseignements relatifs aux aides *de minimis*

Pour octroyer une aide en vertu de la réglementation *de minimis*, il est nécessaire de tenir compte des autres aides *de minimis* octroyées à l'entreprise au cours de l'exercice fiscal en cours mais aussi des deux derniers exercices fiscaux. Veuillez compléter le tableau repris ci-dessous si vous avez reçu des aides *de minimis* dans cette période. Pour ce faire, gardez à l'esprit la notion d'entreprise unique développée au point 2 supra.

N.B. : Pour savoir si une précédente aide reçue est une aide *de minimis*, l'autorité subsidiaire vous a remis une attestation d'aide *de minimis* précisant le règlement de laquelle cette aide relève : général, pêche, agriculture, SIEG.

Aides précédemment obtenues et en cours de traitement :

Date de décision	Entité bénéficiaire	Règlement <i>de minimis</i> concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Montant en EUR
		<input type="checkbox"/> SIEG	.....	
□□/□□/□□				
		EUR
				
				
				
				
				
				
				
TOTAL :EU					

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination), autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je m'engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l'administration.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à, le

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 relatif à l'octroi d'un soutien aux ateliers de découpe de gibier dans le cadre de la prise en charge des carcasses de sangliers pour lutter contre la peste porcine africaine.

Namur, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14860]

8. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Unterstützung an Wildzerlegungsbetriebe im Rahmen der Übernahme der Kadaver von Wildschweinen im Hinblick auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des VAEU (Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union) auf *De-minimis*-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI) erbringen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen, Artikel 7;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 37 Ziffer 9;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 2013, 17. Dezember 2015, 21. Dezember 2016 und 16. Februar 2017;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 13. Dezember 2017 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2018;

Aufgrund des Mandats, das der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten in ministeriellen Erlassen den Wildzerlegungsbetrieben übertragen hat;

Aufgrund der am 7. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. November 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 7. November 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In der Erwägung, dass die sanitäre Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest verschiedene Maßnahmen umfasst, insbesondere den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 verpflichtet hat, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung einer Pufferzone, die eine Kernzone umfasst, die auf der Entdeckung infizierter Kadaver basiert, und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind, wie z.B. die Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen; und dass die Festlegung einer Beobachtungszone rund um die Pufferzone, auf die auch mehrere Maßnahmen angewendet werden, einschließlich der teilweisen Aussetzung der Jagd und des Verbots der Fütterung von Wildschweinen, in der Lage ist, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in der Kernzone und der Pufferzone zu verstärken;

In der Erwägung, dass die Vernichtung einer größtmöglichen Anzahl an Wildschweinen in der Beobachtungszone und ihre Beseitigung unter strikter Einhaltung der Biosicherheitsbedingungen ebenfalls dazu beitragen, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im Seuchengebiet zu verstärken;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen um Maßnahmen ergänzt werden müssen, die gegenüber den außerhalb der identifizierten und abgegrenzten Seuchengebiete vorhandenen Wildschweinen zu treffen sind;

In der Erwägung, dass es mit diesen Maßnahmen darum geht, sicherzustellen, dass die sich außerhalb dieser Gebiete befindenden Wildschweine keine Vektoren der Krankheit werden, und die Gefahr einer Ausbreitung drastisch zu reduzieren;

In der Erwägung, dass die drastische Reduzierung der Population von gesunden Wildschweinen durch die Intensivierung der Jagdaktivitäten auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region zu dieser Maßnahme gehört;

Dass dementsprechend ein Beschluss, die Jagd auf Wildschweine zu intensivieren, am 27. September 2018 von der Wallonischen Regierung gefasst worden ist, in dem u.a. die Verlängerung der Treibjagd und der Stöberjagd im Wald in den Monaten Januar und Februar 2019 sowie das Verbot jeder Form von Einschränkungen der Abschussquoten bei Schwarzwild bei der Ausübung der Jagd während der Jagdsaison 2018-2019, unabhängig vom Alter und vom Geschlecht der Tiere, vorgesehen wurden;

In der Erwägung, dass diese Maßnahme ihre Begründung in dem Plan zur sanitären Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest findet;

In der Erwägung, dass diese Maßnahme zum Zweck hat, eine unkontrollierbare Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest, die schwerwiegende Folgen haben könnte, auf domestizierte Einzelzuchttiere oder auf Einzeltiere zu vermeiden, die als Wirt für das Überleben der Krankheit dienen könnten;

In der Erwägung ferner, dass der Regierung aufgrund von Artikel 37 Absatz 1 des Gesetzes über die Erhaltung der Natur, letzter Gedankenstrich, erlaubt wird, Maßnahmen zu treffen, die mit Zuschüssen unter von ihr festgelegten Bedingungen einhergehen, um im ländlichen Raum insbesondere die Annahme jeglicher anderen für die Artenvielfalt in ländlichen Gebieten günstigen Maßnahme zu fördern;

Dass die Wallonische Regierung jede Maßnahme annehmen sollte, die darauf abzielt, die biologische Vielfalt in ländlichen Gebieten sowie den Schutz der Fauna und Flora, insbesondere durch die Gewährung von Subventionen, zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass es sich herausgestellt hat, dass die zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erforderliche Intensivierung der Jagd dazu beiträgt, ein Problem im Zusammenhang mit den Kadavern von gesunden Wildschweinen, die im Rahmen der Jagdaktivitäten abgeschossen wurden, an das Licht zu bringen;

In der Erwägung, dass dies für die Jäger die Verpflichtung mit sich bringt, die Kadaver von Wildschweinen den in der Wallonischen Region vorhandenen Wildzerlegungsbetrieben zur Verfügung zu stellen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahme dazu beiträgt, die Inanspruchnahme der von den Wildzerlegungsbetrieben erbrachten Dienstleistungen erheblich zu verstärken;

In der Erwägung, dass diese Wildzerlegungsbetriebe, um die Weiterführung des Plans zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest zu ermöglichen, eine Aufgabe von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse im Sinne von Artikel 1 der vorgenannten Europäischen Verordnung, welche auf Artikel 106 § 2 des VAEU verweist, aufgrund der den Wildzerlegungsbetrieben am 8. November 2018 vom Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten ausgestellten Zulassungen erfüllen;

In der Erwägung, dass es sich jedoch erweist, dass diese Wildzerlegungsbetriebe bei Normalbetrieb eine solche Arbeitslast nicht tragen können;

In der Erwägung, dass sich diese Arbeitslast insbesondere dadurch ausdrückt:

- die Notwendigkeit, ihre Humanressourcen zu mobilisieren und neue Einstellungen zu planen,
- die Erweiterung ihrer Tätigkeitsperiode,
- die Durchführung von Biosicherheitsverfahren beim Sammeln der Kadaver von Wildschweinen,
- die Erhöhung ihrer Lagerkapazitäten durch zusätzliche Investitionen;

In der Erwägung, dass diese von den Wildzerlegungsbetrieben zu erleidende Überlastung die gesamte Kette der Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu gefährden und damit auch den von der Regierung eingeführten Bekämpfungsplan zum Schutz der Fauna und Flora sowie der biologischen Vielfalt in ländlichen Gebieten zu vereiteln droht;

In der Erwägung nämlich, dass ein wirkliches Risiko besteht, dass die Wildzerlegungsbetriebe aus Mangel an Mitteln neue Kadaver von erlegten Wildschweinen nicht mehr akzeptieren, was folglich zu einer Abnahme des von der Wallonischen Regierung gewünschten Intensivierungsgrades der Jagd führen würde;

In Erwägung des realen Risikos eines Liegenlassens von großen Mengen Kadaver von bei Jagdaktivitäten abgeschossenen Wildschweinen und in der Erwägung, dass dieses Liegenlassen eine potenzielle Verseuchungsquelle der Wälder darstellt, durch die das sanitäre Risiko verschärft werden könnte;

In der Erwägung, dass die Kadaver gesund sind und dass die Wildfleischwirtschaft eine wichtige Wertschöpfungskette in der Wallonischen Region darstellt, die es ermöglicht, eine natürliche Ressource der ländlichen und Forstgebiete innerhalb der Nahrungsmittelkette zu verwerten, und dass mit der Vernichtung von gesunden Kadavern ein deutlich negatives Signal an die Öffentlichkeit gesendet werden würde, wodurch die gesamte Wertschöpfungskette zunichte gemacht und die Verwertung des gesamten wallonischen Wildes zukünftig auf das Spiel gesetzt werden könnte;

In der Erwägung, dass die Vernichtung von gesunden Kadavern den ethischen Regeln widerspricht, was die Lebensmittelverschwendung betrifft;

In der Erwägung, dass es sich als notwendig erweist, dass die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Ministers für ländliche Angelegenheiten die Möglichkeit überprüft, unter Einhaltung der auf europäischer Ebene anwendbaren Bestimmungen eine Subvention an die Wildzerlegungsbetriebe als Ausgleichsleistung zu gewähren, um die Fortsetzung der zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest eingeleiteten Maßnahmen sicherzustellen;

In der Erwägung, dass eine solche Ausgleichsleistung nur im Hinblick auf die Bewältigung des sanitären Notstands und der für die Wildzerlegungsbetriebe entstandenen Überlastung und im Hinblick auf die Erbringung der von den Wildzerlegungsbetrieben übernommenen Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse gewährt wird;

In der Erwägung, dass diese Aufgabe von allgemeinem Interesse, was ihre Erfüllung betrifft, in Gefahr geraten könnte, falls die Wallonische Regierung nicht einschreitet;

In der Erwägung, dass die vorgenannte Europäische Verordnung den Mitgliedstaaten erlaubt, für Unternehmen, die eine DAWI erbringen, eine *De-minimis*-Beihilfe pro betroffenen Unternehmen zu gewähren, deren Gesamtbetrag in der Form einer Subvention 500.000,00 € über einen Zeitraum von drei (3) Steuerjahren nicht überschreiten darf;

In der Erwägung, dass die Untersuchung der betroffenen Frage dem Ziel der vorgenannten Europäischen Verordnung entspricht und der Wallonischen Regierung damit erlaubt, eine *De-minimis*-Beihilfe für diesen Sektor zu gewähren;

Dass die erwogene *De-minimis*-Beihilfe in der Form eines von der Regierung festgesetzten Pauschalbetrags gewährt wird, der es ermöglicht, die gesamten außerordentlichen Belastungen, die die Wildzerlegungsbetriebe zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu tragen haben, auszugleichen;

In Erwägung der vorstehenden Ausführungen sollte es den vorher vom Minister für ländliche Angelegenheiten zugelassenen Wildzerlegungsbetrieben erlaubt werden, in den Genuss der *De-minimis*-Beihilfe nach den im vorliegenden Erlass festgelegten Modalitäten zu gelangen;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die im Rahmen der Afrikanischen Schweinepest getroffenen Präventivmaßnahmen, die sich auf die Zeiträume und die Zahl der erlegten Wildschweine auswirken;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Wildzerlegungsbetrieb: eine Struktur, der die infolge der Jagd verendeten Wildtiere zugeführt werden, um sie zu zerlegen, zu entbeinen, sowie zu verpacken oder neu zu verpacken;

2° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die ländlichen Angelegenheiten gehören;

4° *De-minimis*-Verordnung für die DAWI: die Verordnung (EG) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, Amtsblatt der Europäischen Union Nr. 114/8 vom 26. April 2012;

5° DAWI: die Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse im Sinne der Artikel 14 und 106 § 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, sowie des dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union beigefügten Protokolls Nr. 26, für die ein Mandat im Sinne des Artikels 3 nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten festgelegt wird;

6° Zuschuss: der Ausgleich, um eine DAWI zu erbringen.

Art. 2 - Der Minister kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Zuschüsse an Wildzerlegungsbetriebe gewähren, damit sie die gesamten Kadaver von Wildschweinen übernehmen können, die anschließend an die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erlegt worden sind.

Für die Gewährung des Zuschusses kann der Minister die Wildzerlegungsbetriebe zulassen.

Die in Absatz 2 erwähnte Zulassung entspricht einem Mandat zur Wahrnehmung einer DAWI und ist lediglich dazu bestimmt, die Gewährung eines in Absatz 1 erwähnten Zuschusses zu genehmigen, der den Wildzerlegungsbetrieben ermöglicht, die mit den Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes verbundene erhöhte Aktivität zu bewältigen.

Das Mandat zur Wahrnehmung der DAWI wird dem Wildzerlegungsbetrieb gemäß dem Beschluss 2012/21/EU der Kommission vom 20. Dezember 2011 über die Anwendung von Artikel 106 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf staatliche Beihilfen in Form von Ausgleichsleistungen zugunsten bestimmter Unternehmen, die mit der Erbringung von Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse betraut sind, anvertraut.

Der Zuschuss betrifft die Übernahme der gesamten Wildschweinkadaver anschließend an die auf dem Gebiet der Wallonischen Region getroffenen Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest.

Durch einen begründeten Beschluss kann der Minister die Zulassung im Sinne von Absatz 2 verweigern oder entziehen.

Art. 3 - Der Wildzerlegungsbetrieb wird zugelassen, wenn

1° es sich bei diesem um einen Wildzerlegungsbetrieb handelt, der gemäß der Verordnung (EG) Nr. 853/2004 vom 29. April 2004 mit spezifischen Hygienevorschriften für Lebensmittel tierischen Ursprungs, nachstehend "Verordnung (EG) Nr. 853/2004 genannt, von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK) zugelassen ist;

2° er die gesamten, ausschließlich in der Wallonischen Region entnommenen Kadaver von Wildschweinen entgegen- und annimmt, die ihm mit der mit einer Nummer versehenen Erklärung vorgeschlagen werden, die gemäß Artikel 30 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 30. November 2015 über die Hygiene von Lebensmitteln tierischen Ursprungs dem Wild beigefügt wird, wenn es einem Betrieb zugeführt wird;

3° er die Biosicherheitsmaßnahmen nach dem Königlichen Erlass vom 18. Juni 2014 zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung gegen meldepflichtige Schweinekrankheiten und dem Königlichen Erlass vom 19. März 2004 über die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest umsetzt.

Art. 4 - Der Zuschuss wird nur

1° während des Zeitraums des Bekämpfungsplans gegen die Afrikanische Schweinepest,

2° während der Einführung von Maßnahmen zur Regulierung der Wildschweinpopulation auf dem Gebiet der Wallonischen Region gewährt.

Der Beteiligungssatz beträgt 70 Euro pro entgegengenommenen und verarbeiteten Kadaver. Dieser Einheitsbetrag deckt die gesamten Kosten in Verbindung mit dem von den Zerlegungsbetrieben durchgeführten Prozess (Desinfektion, Tiefkühlung, Lagerung, ...).

Die Wildschweinkadaver, die von Zuchtparks stammen, die im Sinne von Artikel 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 1996 zur Gewährung von Abweichungen für den Betrieb gewisser Parks zur Zucht von den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehörenden Tieren sowie für den Ankauf, den Transport und den Verkauf dieser lebenden Zuchttiere, zu gewerblichen Zwecken für die Produktion von Großwildfleisch betrieben werden, haben keinen Anspruch auf diesen Zuschuss.

Art. 5 - Der Antrag auf Gewährung des Zuschusses wird bei der Verwaltung mittels des in Anhang 1 stehenden Formulars eingereicht, dem die ehrenwörtliche Erklärung nach Anhang 3 beigelegt wird.

Art. 6 - Der Minister stellt den Beschluss zur Gewährung oder Verweigerung des Zuschusses innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum des Eingangs des Antrags auf Gewährung des Zuschusses bei der Verwaltung zu.

Art. 7 - Die Berechnung des Betrags der zu bezuschussenden Kosten erfolgt unter Berücksichtigung der Anzahl der entgegengenommenen und verarbeiteten Kadaver.

Die Gewährung des Zuschusses hängt von dem Nachweis durch den Zerlegungsbetrieb ab, dass der Zuschuss Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes ausgleicht, ohne den Betrag der mit den Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes verbundenen Kosten zu überschreiten.

Zwecks der Anwendung von Absatz 2 prüft die Verwaltung die Anzahl der für Rechnung des Zerlegungsbetriebs durchgeführten Analysen zum Nachweis von Trichinen auf der Grundlage der von diesem Zerlegungsbetrieb vorgelegten Beweise.

Es wird kein Zuschuss für die Durchführung von Studien, die Abrechnung der MwSt., die internen Arbeitskräfte, die Betriebs- und Verbrauchsmaterialkosten gewährt.

Der Zahlung wird eine *De-minimis*-Bescheinigung nach Anhang 2 beigelegt, die von der Verwaltung dem Empfänger übermittelt wird.

Art. 8 - Die Zuschüsse an die Wildzerlegungsbetriebe sind nicht mit anderen Beihilfen mit demselben Zweck kumulierbar.

Art. 9 - Bei Nichteinhaltung der durch oder aufgrund des vorliegenden Erlasses vorgeschriebenen Verpflichtungen oder der im individuellen Gewährungsbeschluss enthaltenen Verpflichtungen kann der Minister gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten unter Einhaltung des Artikels 61 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, nachstehend "Dekret vom 15. Dezember 2011" genannt:

1° die Überweisung eines Teils oder der Gesamtheit des Zuschusses während einer Frist, innerhalb deren sich der Wildzerlegungsbetrieb mit den nicht eingehaltenen Verpflichtungen in Übereinstimmung bringen kann, aussetzen;

2° einen Teil oder die Gesamtheit des Zuschusses proportional zu den festgestellten Nichteinhaltungen rückgängig machen;

3° den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses zurückziehen und den Wildzerlegungsbetrieb auffordern, einen Teil oder die Gesamtheit des Zuschusses zurückzuerstatten.

Art. 10 - Außer in dem in Artikel 9 Ziffer 3 erwähnten Fall wird der Zuschuss zurückerstattet:

1° im Falle von Konkurs, Auflösung oder freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Wildzerlegungsbetriebs innerhalb von zwölf Monaten, die auf die Überweisung des Zuschusses folgen;

2° wenn der Wildzerlegungsbetrieb wissentlich unrichtige oder unvollständige Auskünfte erteilt hat, ungeachtet der eventuellen Auswirkungen dieser Auskünfte auf den Betrag des Zuschusses.

Art. 11 - In Anwendung der Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 wird der unberechtigterweise ausgezahlte Zuschuss unter Anwendung aller bestehenden Rechtsmittel, einschließlich von Ausgleichsmaßnahmen, zurückgefordert.

Art. 12 - Eine Beschwerde gegen die aufgrund des vorliegenden Erlasses gefassten Beschlüsse kann innerhalb von 30 Tagen ab dem Eingang des Beschlusses bei dem Minister eingereicht werden.

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 14 - Der Minister für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang 1 - Antragsformular

Muster der Forderungsanmeldung, um einen Zuschuss im Rahmen der Übernahme der Kadaver von Wildschweinen bei der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest zu erhalten

FORDERUNGSANMELDUNG			
Der Unterzeichnete: .....(Name) (Vorname)			
Wohnhaft in: .....(Straße und Hausnummer)			
.....(Postleitzahl und Gemeinde)			
Nationalregisternummer			
Als Vertreter der Gesellschaft:			
Unternehmensnummer:			
FASNK-Zulassungsnummer:			
erklärt hiermit, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie ihm einen Betrag in € (in Ziffern)			
Höhe von			
[..... Euro (in Buchstaben) schuldet]			
in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018 zur Gewährung einer Unterstützung an Wildzerlegungsbetriebe im Rahmen der Übernahme der Kadaver von Wildschweinen im Hinblick auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest. Dieser Betrag ist auf folgendes Konto zu überweisen:			
IBAN-Nr.:			
im Namen von:			
Anzahl behandelter Wildschweine (Nr. der Kennringe zur Rückverfolgbarkeit):			
.....
.....
.....
.....
Ich bestätige, dass ich die Gesamtheit der mir vorgeschlagenen Wildschweinkadaver angenommen habe,			
(Ort			
am: (Datum)			
(Unterschrift des Empfängers der Entschädigung)		(Unterschrift des Jagdverantwortlichen zur Bestätigung, dass die Wildschweine auf seinem Gebiet erlegt worden sind)	

Gesehen, um dem Erlass vom 8. November 2018 zur Gewährung einer Unterstützung an Wildzerlegungsbetriebe im Rahmen der Übernahme der Kadaver von Wildschweinen im Hinblick auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 8. November 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Anhang 2 - "De-minimis"-Bescheinigung

DE-MINIMIS-BESCHEINIGUNG

Hiermit bestätigen wir, dass es sich bei der dem Unternehmen (Unternehmensnummer und Bezeichnung) gewährten Beihilfe um eine **De-minimis-Beihilfe** handelt im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, Amtsblatt der Europäischen Union Nr. 114/8 vom 26. April 2012, S. 8-13.

Der Betrag dieser Beihilfe beläuft sich auf Euro. Sie wird am gewährt.

Gegebenenfalls ist dieser Betrag in jeder ehrenwörtlichen De-minimis-Bescheinigung anzugeben, die angesichts der Gewährung einer weiteren De-minimis-Beihilfe ausgefüllt wird.¹

Bezuschussende Behörde:

Für den ODW, OGD 3, die Abteilung Natur und Forstwesen der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft,

Name der Person, die das Dokument unterzeichnet (= des mit der Akte beauftragten Bediensteten):

Geschehen am:

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018 zur Gewährung einer Unterstützung an Wildzerlegungsbetriebe im Rahmen der Übernahme der Kadaver von Wildschweinen im Hinblick auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. November 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

¹ Dieses Dokument (oder die in ihm enthaltene Information) muss während 3 Steuerjahren aufbewahrt werden!

Anhang 3 - EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS

EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS**Gewährte und künftige *De-minimis*-Beihilfen**

Sie werden bald eine Beihilfe der Wallonischen Region erhalten. Die Beihilfen an Unternehmen unterliegen den Regelungen der Europäischen Kommission, damit sie den Wettbewerb nicht verzerren. Die vorliegende Beihilfe gilt als *De-minimis*-Beihilfe im Sinne der Europäischen Gesetzgebung. Unter Gefahr der zwangsweisen Rückzahlung des erhaltenen Betrags darf der Betrag der erhaltenen *De-minimis*-Beihilfen einen bestimmten Höchstbetrag nicht überschreiten, der vom Tätigkeitssektor abhängt. Zwecks der Prüfung, dass dieser Höchstbetrag nicht überschritten wurde, werden Sie gebeten, das nachstehende Dokument auszufüllen.

1. Allgemeine Auskünfte

Unternehmensnummer

Von der bezuschussenden Behörde auszufüllen

□□□□-□□□□-□□□□

 Natürliche Person (Selbständiger)

Herr / Frau (Name und Vorname) Von der bezuschussenden Behörde auszufüllende

Angaben

 Juristische Person (Gesellschaft)

Name der Gesellschaft

Rechtsform

 Kontaktperson

Herr / Frau (Name und Vorname)

Telefon/Handy:

2. Beteiligungen und Kapitalzusammensetzung

Bei der Festsetzung der Schwelle werden alle *De-minimis*-Beihilfen berücksichtigt, die auf der Ebene des Einzelunternehmens gewährt werden. Wenn Ihr Unternehmen mit einem oder mehreren anderen Unternehmen (Beteiligungen, Verbände, Stimmrechte,...) verbunden ist, füllen Sie den Anhang aus. Andernfalls fahren Sie mit Schritt 3 fort.

3. Tätigkeiten des Unternehmens

Die Anwendung der *De-minimis*-Regelungen ist je nach dem Bereich, in der das Unternehmen tätig ist, unterschiedlich. Ist das Unternehmen in einem dieser Bereiche tätig (*kreuzen Sie das Kästchen an, falls zutreffend*)?

Das Unternehmen ist in den Bereichen **Fischerei und Aquakultur tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den Codes 03 der NACE-BEL-Codes)**

Das Unternehmen ist im Bereich der Primärproduktion von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den **Codes 01.1 bis 01.5 der NACE-BEL-Codes**).

Das Unternehmen ist im Bereich des **gewerblichen Güterkraftverkehrs** tätig.

N.B.: Der/die NACE-Code(e) des Unternehmens kann/können bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter "BCE public Search" eingesehen werden, die über den folgenden Link zugänglich sind:
<http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Nützliche Auskünfte in Bezug auf *De minimis*-Beihilfen

Um Beihilfen nach den *De-minimis*-Regeln zu gewähren, ist es notwendig, die anderen *De-minimis*-Beihilfen zu berücksichtigen, die dem Unternehmen im laufenden Steuerjahr, aber auch in den letzten beiden Steuerjahren gewährt wurden. Bitte füllen Sie die folgende Tabelle aus, wenn Sie in diesem Zeitraum eine *De-minimis*-Beihilfe erhalten haben. Zu diesem Zweck ist der Begriff eines Einzelunternehmens zu berücksichtigen, der unter Punkt 2 oben erläutert wurde.

N.B.: Um herauszufinden, ob es sich bei einer früheren Beihilfe um eine *De-minimis*-Beihilfe handelt, hat Ihnen die bezuschussende Behörde eine *De-minimis*-Beihilfe-Bescheinigung ausgestellt, aus der hervorgeht, nach welcher Verordnung diese Beihilfe gezahlt wird: Allgemein, Fischerei, Landwirtschaft, Dienstleistungen von allgemeinem Interesse (DAI).

Bereits erhaltene und in Bearbeitung befindliche Beihilfen:

Datum des Beschlusses	Empfänger	Durch den Antrag betroffene <i>De-Minimis</i> -Regelung	Gegenstand der Beihilfe	Bezuschussende Behörde	Betrag in EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> DIA	.....	
				
		EUR
				
				
				
				
				
GESAMT: ....EUR					

Ich Unterzeichneter, (Name und Vorname), gesetzlicher Vertreter als des Empfängers (Unternehmensnummer und Gesellschaftszweck/Bezeichnung), rechtlich befugt, die Gesellschaft zu verpflichten, bescheinige hiermit auf Ehrenwort, dass die untenstehende Liste der Informationen korrekt und vollständig ist.

Ich verpflichte mich, die Bescheinigungen über die oben genannten Bestimmungen auf Antrag der Verwaltung zur Verfügung zu stellen.

Mir ist bekannt, dass, wenn die von meinem Unternehmen gemachten Angaben unrichtig sind, die auf ihrer Grundlage erhaltenen Beihilfen zurückgezahlt werden müssen.

Geschehen zu, am

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018 zur Gewährung einer Unterstützung an Wildzerlegungsbetriebe im Rahmen der Übernahme der Kadaver von Wildschweinen im Hinblick auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. November 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2018/14860]

8 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van steun aan uitsnijderijen van wild in het kader van de behandeling van karkassen van wilde zwijnen, met het oog op de bestrijding van Afrikaanse varkenspest

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de-minimis*steun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake werkgelegenheid, opleiding, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting, artikel 7;

Gelet op de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973, artikel 37, 9°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het decreet van het Waals Parlement van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 februari 2017;

Gelet op het decreet van het Waals Parlement van 13 december 2017 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2018;

Gelet op het mandaat toegekend door de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden in ministeriële besluiten ten behoeve van uitsnijderijen van wild;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op het verslag van 7 augustus 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Overwegende dat de bestrijding, op sanitair gebied, van Afrikaanse varkenspest opgedeeld is in verschillende maatregelen, w.o. met name het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Overwegende dat de bevestiging, overeenkomstig van Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe genoopt heeft, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied met daarin een kerngebied, gebaseerd op de ontdekte viropositieve karkassen en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen, waaronder de opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoederen van de wilde zwijnen; en gelet op de afbakening van een observatiegebied rondom het buffergebied, waarvoor eveneens meerdere toegepaste maatregelen van toepassing zijn, w.o. de gedeeltelijke opschorting van de jacht en het verbod op bijvoeding van de wilde zwijnen ertoe bedrijven de regeling voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest in het kerngebied en het buffergebied te versterken;

Overwegende dat de vernietiging van een maximumaantal wilde zwijnen in het observatiegebied en de afvoer ervan met strikte naleving van de bioveiligheidsvoorwaarden eveneens ertoe bijdragen, de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest in het besmette gebied op te voeren;

Overwegende dat die maatregelen aangevuld dienen te worden met maatregelen, genomen met betrekking tot de wilde zwijnen die buiten de aangeduide en afgebakende besmette gebieden aanwezig zijn;

Overwegende dat met die maatregelen nagegaan dient te worden of de wilde zwijnen buiten die gebieden al dan niet vectoren van de ziekte zijn en het verspreidingsrisico drastisch ingeperkt dient te worden;

Overwegende dat de drastische vermindering van het bestand aan gezonde wilde zwijnen over het geheel van het Waalse Gewest door de opvoering van de jachtactiviteiten in het kader van die maatregel past;

Overwegende dat bijgevolg door de Waalse Regering een beslissing is genomen, op 27 september 2018, tot intensivering van de jacht op wilde zwijnen, waarbij die beslissing zowel de drijfjacht als de jacht met drijfjacht tijdens de maanden januari en februari 2019 omvat, evenals het verbod op iedere vorm van inperking van afname op het soort wild zwijn bij de beoefening van de jacht tijdens het jachtjaar 2018-2019, ongeacht de categorieën leeftijd en geslacht;

Overwegende dat deze maatregel zijn grondslag vindt in het plan van sanitaire bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat door deze maatregel voorkomen dient te worden dat de verspreiding niet meer te beheersen valt, met ernstige gevolgen van overdracht van Afrikaanse varkenspest naar tamme, gefokte individuen of naar individuen die als drager zouden dienen voor de overleving van de ziekte;

Overwegende dat de Waalse Regering krachtens artikel 37, eerste lid, laatste streepje, van de wet op het natuurbehoud, gemachtigd is om met subsidies gepaard gaande maatregelen te treffen, tegen de door haar vastgelegde voorwaarden met het oog op de begunstiging van met name de aanneming, in landelijk gebied, van iedere andere biodiversiteitsvriendelijke maatregel;

Overwegende dat de Waalse Regering verplicht is iedere maatregel aan te nemen met het oog op de vrijwaring van de biodiversiteit in landelijk gebied en op de bescherming van fauna en flora, met name door de toekenning van subsidies;

Overwegende dat gebleken is dat met de intensivering van de jacht, nodig voor de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest, een probleem naar voren treedt, namelijk het beheer van karkassen van wilde zwijnen afgenomen in het kader van de jachtactiviteiten;

Overwegende dat deze beheersing de jagers de verplichting oplegt, de karkassen van wilde zwijnen ter beschikking te stellen van uitsnijderijen van wild aanwezig in het Waalse Gewest;

Overwegende dat door deze maatregel in fors toenemende mate een beroep zal worden gedaan op de diensten van uitsnijbedrijven voor wild;

Overwegende dat deze uitsnijbedrijven voor wild, om het plan voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest verder te kunnen zetten, een opdracht van algemeen economisch belang in de zin van artikel 1 van voornoemde Europese Verordening vervullen, waarin verwezen wordt naar artikel 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, krachtens de erkenningen verstrekt op 8 november 2018 door de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden aan de uitsnijbedrijven voor wild,

Overwegende dat evenwel blijkt dat die uitsnijbedrijven in hun gewone werkingsmodus een dergelijke belasting niet aan kunnen ;

Overwegende dat die belasting met name resulteert in :

- de noodzaak om hun arbeidskrachten in te zetten en nieuwe aanwervingen te overwegen,
- het uitbreiden van hun activiteitsperiode,
- de uitvoering van bioveiligheidsprocedures bij het inzamelen van karkassen van wilde zwijnen,
- het verhogen van hun opslagcapaciteit met aanvullende investeringen;

Overwegende dat de overbelasting die op de uitsnijbedrijven weegt, een gevaar kan vormen voor de gehele beheersingsketen in de bestrijding van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en bijgevolg ook voor het bestrijdingsplan die de Waalse Regering uitgewerkt heeft om fauna en flora en de biodiversiteit in landelijk gebied te beschermen;

Overwegende dat het risico reëel is dat de uitsnijbedrijven bij gebrek aan middelen nieuwe karkassen van afgeschoten wilde zwijnen weigeren aan te nemen, en dat het bijgevolg tot een daling komt in het door de Waalse Regering nagestreefde percentage van de jachtintensificatie;

Overwegende dat het risico reëel is dat de karkassen van tijdens jachtactiviteiten gedode wilde zwijnen massaal worden achtergelaten en dat dit een potentiële bron van besmetting van het bosmilieu inhoudt, wat zou leiden tot een verergering van het sanitair risico;

Overwegende dat de karkassen gezond zijn en dat de filière van wildvlees van groot belang is in het Waalse Gewest, waardoor een natuurlijke rijkdom van het landelijk en van het bosmilieu in de voedingsketen positief verwerkt kan worden en dat de impact van de vernietiging van gezonde karkassen negatief significant zou zijn in de publieke opinie en een filière in zijn geheel ten gronde zou kunnen richten en in de toekomst de verwerking van Waals wild vlees in zijn geheel zou bedreigen;

Overwegende dat de vernietiging van gezonde karkassen tegen de regels van de ethiek indruist als vorm van voedselverspilling;

Overwegende dat nodig blijkt dat de Waalse Regering, op voorstel van de Minister van Landelijke Aangelegenheden, de gelegenheid onderzoekt om met inachtneming van de bepalingen die op Europees niveau van toepassing zijn ten titel van compensatie een subsidie toe te kennen aan de uitsnijbedrijven die de maatregelen ter uitvoering van de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest bestendigen;

Overwegende dat een dergelijke compensatiemaatregel enkel toegekend wordt met als doelen het beheersen van de sanitaire crisis en van de activiteitstoename die de uitsnijbedrijven daardoor ondergaan en de door hen gewaarborgde uitvoering van de dienst van algemeen economisch belang;

Overwegende dat deze opdracht van algemeen belang in gevaar zou kunnen worden gebracht in de uitvoering ervan, mocht de Waalse Regering geen tegemoetkoming voorzien;

Overwegende dat voornoemde Europese Verordening de lidstaten de machtiging verleent om aan bedrijven die een dienst van algemeen economisch belang verstrekken over een periode van drie (3) belastingjaren een *de minimis*-tegemoetkoming te verstrekken per betrokken bedrijf, met een maximumbedrag van 500.000,00 € in de vorm van een subsidie;

Overwegende dat het onderzoek van de betrokken problematiek in de lijn ligt van de doelstelling, nagestreefd door voornoemde Europese Verordening, en de Waalse Regering dus in de mogelijkheid stelt om de sector een *de minimis*-tegemoetkoming te verstrekken;

Overwegende dat de overwogen *de minimis*-tegemoetkoming toegekend wordt in de vorm van een forfaitair bedrag, bepaald door de Waalse Regering, om een compensatie mogelijk te maken voor alle buitengewone lasten die de uitsnijderijen voor wild dragen in de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat, gelet op al het voorgaande, de uitsnijderijen voor wild, reeds vooraf erkend door de Minister van Landelijke Aangelegenheden, de *de minimis*-steun moeten kunnen krijgen volgens de nadere regels bepaald in dit besluit;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de preventie maatregelen getroffen in het kader van de Afrikaanse varkenspest met een inwerking op lange termijn en op het aantal afgeschoten wilde zwijnen;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° uitsnijderij voor wild : een structuur waar wild, dood door jacht, aangenomen, en dan versneden, uitgebeend, verpakt of herverpakt wordt;

2° de administratie : het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

3° de Minister : de Minister bevoegd voor de landelijke aangelegenheden;

4° de *de minimis*-verordening voor diensten van algemeen economisch belang : Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de minimis*-steun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen, Publicatieblad nr. L114/8 van 26 april 2012;

5° de dienst van algemeen economisch belang : de dienst van algemeen economisch belang, zoals beoogd in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, evenals in protocol nr. 26 als bijlage bij genoemd verdrag, die een mandaat krijgt als nader bepaald in artikel 3 volgens de nadere regels als bepaald door de Regering;

6° de subsidie : de compensatie met het oog op de uitoefening van een dienst van algemeen economisch belang.

Art. 2. De Minister kan binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten subsidies toekennen aan uitsnijderijen van wild zodat zij de gezamenlijke karkassen van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de maatregelen, genomen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest kunnen aannemen.

De Minister kan de uitsnijderijen van wild erkennen met het oog op de toekenning van de subsidie.

De erkenning bedoeld in lid 2 vormt een mandaat tot beheer van een dienst van algemeen economisch belang en is enkel bestemd voor de machtiging tot toekenning van een subsidie bedoeld in lid 1, waardoor de uitsnijderijen van wild de bijkomende activiteiten eigen aan de verplichtingen van openbare dienst kunnen beheren.

Er wordt aan de uitsnijderij van wild mandaat gegeven voor het beheer van de dienst van algemeen economisch belang, overeenkomstig Besluit 2012/21/EU van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen.

De subsidie geldt voor de overname van de gezamenlijke karkassen van wilde zwijnen ten gevolge van de maatregelen genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

De Minister kan, bij gemotiveerde beslissing, de erkenning zoals bedoeld in lid 2 weigeren of intrekken.

Art. 3. De uitsnijderij van wild wordt erkend:

1° wanneer het een uitsnijderij van wild is, erkend door het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen "FAVV", overeenkomstig Verordening (EG) nr. 853/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 houdende vaststelling van specifieke hygiënevoorschriften voor levensmiddelen van dierlijke oorsprong, hierna Verordening (EG) nr. 853/2004 van 29 april 2004 genoemd;

2° wanneer de karkassen van wilde zwijnen die uitsluitend in het Waalse Gewest in ontvangst genomen en aangenomen worden, aangeboden met de genummerde verklaring gekwalificeerde persoon die het wild begeleid bij levering aan een wildbewerkingsinrichting overeenkomstig artikel 30, lid 1, van het koninklijk besluit van 30 november 2015 betreffende de hygiëne van levensmiddelen van dierlijke oorsprong;

3° wanneer de bioveiligheidsmaatregelen worden uitgevoerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juni 2014 houdende maatregelen ter voorkoming van aangifteplichtige varkensziekten en overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 maart 2004 en overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 maart 2004 betreffende de bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

Art. 4. De subsidie wordt enkel toegekend :

1° tijdens de periode die het plan ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest overspant;

2° tijdens de invoering van maatregelen ter regulering van het bestand van wilde zwijnen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Het tegemoetkomingscijfer is 70 euro per in ontvangst genomen en verwerkt karkas. Dat eenheidsbedrag dekt de gezamenlijke kosten voor het proces dat in de uitsnijderijen plaatsvindt (ontsmettingsmaatregelen, invriezen en opslag...).

De karkassen van wilde zwijnen uit een productiepark, uitgebaat onder handelsdoeleinden met het oog op de productie van vlees van grof wild, zoals bedoeld in artikel 1, 1), van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 1996 tot vaststelling van de voorwaarden voor het aanbieden aan de consumptie, het vervoer en de opslag van dood wild tijdens de sluitingsperiode komen niet in aanmerking voor deze subsidie.

Art. 5. De aanvraag tot toekenning van de subsidie wordt bij de administratie ingediend door middel van het formulier bedoeld in lid 1, samen met een verklaring op erewoord zoals bedoeld in bijlage 3.

Art. 6. De Minister geeft kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de subsidie binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag tot toekenning van een subsidie bij de administratie.

Art. 7. De berekening van het bedrag van de te subsidiëren uitgave wordt verricht rekening houdend met het aantal in ontvangst genomen en verwerkte karkassen.

De toekenning van de subsidie is verbonden aan de voorwaarde van het aantonen door de uitsnijderij dat de subsidie de verplichtingen van openbare dienst compenseert zonder het bedrag van de kosten inherent aan de verplichtingen van openbare dienst als zijnde een dienst van economisch algemeen belang te overschrijden.

Voor de toepassing van lid 2 gaat de administratie na hoeveel trichine-analyses zijn verricht in opdracht van de uitsnijderij en baseert zich daarvoor op de bewijzen van deze uitsnijderij.

Er wordt geen enkele subsidie toegekend voor het uitvoeren van studies, om rekening te houden met de btw, met de interne arbeidskrachten, de werkingskosten of verbruiksproducten.

De betaling gaat gepaard met een *de minimis*-attest dat door de administratie aan begunstigde wordt overgemaakt volgens het model in bijlage 2.

Art. 8. De subsidies aan de uitsnijderijen voor wild kunnen niet samengevoegd worden met andere vormen van steun voor hetzelfde voorwerp.

Art. 9. Bij niet-inachtneming van de verplichtingen verwoord bij of krachtens dit besluit of van de verplichtingen vervat in de individuele toekenningsbeslissing kan de Minister volgens de door hem bepaalde nadere regels met inachtneming van artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, hierna "het decreet van 15 december 2011" genoemd:

1° de storting van een deel of het geheel van de begroting opschorten tijdens een termijn die de uitsnijderij krijgt om de niet in acht genomen verplichtingen na te komen;

2° een deel of het geheel van de subsidie, in verhouding tot de vastgestelde elementen van niet-naleving, ongedaan maken;

3° de beslissing tot toekenning van de subsidie intrekken en de uitsnijderij verzoeken de subsidie geheel of ten dele terug te storten.

Art. 10. Naast het geval bedoeld in artikel 9, 3°, wordt de subsidie terugbetaald :

1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige of gerechtelijke vereffening van de uitsnijderij van wild binnen de twaalf maanden volgend op de storting van de subsidie;

2° bij wetens en willens verstrekken, door de uitsnijderij van wild, van onjuiste of onvolledige inlichtingen, ongeacht het gevolg van deze inlichtingen voor het bedrag van de subsidie.

Art. 11. Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 wordt de onterecht uitbetaalde subsidie bij alle rechtsmiddelen, compensatie inbegrepen, teruggevorderd.

Art. 12. Er staat bij de Minister een mogelijkheid tot beroep open tegen de beslissingen genomen bij dit besluit, binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

Art. 14. De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Bijlage 1. Aanvraagformulier

Model voor een schuldvorderingsverklaring voor het ontvangen van een subsidie voor overname van karkassen van wilde zwijnen in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest

SCHULDVORDERINGSVERKLARING			
Ondergetekende	.....(naam)	.....	.....
		(voornaam)	
Met woonplaats te :	.....(straat + nr.)	.....(postcode en gemeente)	
Rijksregisternummer	.....	
Vertegenwoordiger van onderneming :	.....	
Ondernemingsnummer :	.....	
Erkenningsnummer FAVV :	.....	
Verklaart dat de Waalse Overheidsdienst hem/haar de som van ... (zie	.....	€ (in cijfers)	
hiernaast) verschuldigd is			
[.....		euro (in letters)]	
Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 voor overname van karkassen van wilde zwijnen in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest. Deze som dient te worden gestort op :			
IBAN rekening nr. :	.....	
Geopend op naam van ,	.....	
Aantal behandelde wilde zwijnen (onderstaand, traceerbaarheidsbanden):	.....	
.....
.....
.....
.....
.....
Ik verklaar hiermede oprecht, alle karkassen van wilde zwijnen die mij aangeboden zijn, te hebben aangenomen.			
(plaats)			
	____/____/201... (datum)		
(Handtekening schadeloosstellingsgerechtigde)		(handtekening jachtverantwoordelijke, verklarend dat de wilde zwijnen in zijn gebied zijn afgeschoten)	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een ondersteuning aan uitsnijderijen van wild in het kader van de behandeling van karkassen van wilde zwijnen, met het oog op de bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

Namen, 8 november 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Bijlage 2. *De minimis* attest**DE MINIMIS ATTEST**

Hierbij bevestigen wij dat de steun toegekend aan onderneming (nr onderneming en benaming) ... een *de minimis* steun is krachtens Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen, Publicatieblad nr. L114/8 van 26 april 2012;
Het bedrag van deze steun is ... euro. En wordt toegekend op datum van

Dat bedrag moet in voorkomend geval opgegeven worden in elke verklaring op erewoord voor een *de minimis* attest, ingevuld met het oog op toekenning van een andere *de minimis* steun.¹

Subsidiërende overheid :

Voor de Waalse Overheidsdienst, het Departement Natuur en Bossen – Operationeel directoraat generaal Landbouw

Naam van persoon die document ondertekent (personeelslid dat dossier behandelt):

Opgemaakt op :

Handtekening:

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een ondersteuning aan uitsnijderijen van wild in het kader van de behandeling van karkassen van wilde zwijnen, met het oog op de bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

Namen, 8 november 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

¹ Ce document (ou l'information qu'il contient) est à conserver pendant 3 exercices fiscaux !

Bijlage 3. VERKLARING OP EREWOORD VAN DE ONDERNEMING

VERKLARING OP EREWOORD VAN DE ONDERNEMING***De minimis* steun, toegekend en toe te kennen**

U krijgt steun van het Waalse Gewest. Steun aan ondernemingen wordt door de Europese Commissie gereguleerd, zodat er geen concurrentievervalsing ontstaat. Deze steun heet « *de minimis* », dat staat zo in de Europese reglementering. Deze *de minimis* steun mag, afhankelijk van de sector waarin u actief is, niet hoger zijn dan een bepaald bedrag: zoniet moet de steun worden terugbetaald. Daarom moeten wij nagaan of dat bedrag niet hoger is dan wat mag. Daarvoor moet u wel volgend document invullen:

1. Renseignements généraux

Ondernemingsnummer : □□□□-□□□-□□□

Natuurlijke persoon (zelfstandige)

De heer/mevr. (naam en voornaam) Hier komt u informatie die wij als subsidiegevende instantie invullen **Rechtspersoon** (firma)

Naam van het bedrijf ... Rechtsvorm ...

Contactpersoon

De heer/mevr. (naam en voornaam)

Telefoon _____ gsm _____

.....

2. Participations et composition du capital

Of de drempel bereikt wordt, wordt bekeken aan de hand van elke *de minimis* steun die het enige bedrijf gekregen heeft. Als uw bedrijf verbonden is met één of meerdere andere bedrijven (participaties, verenigingen, stemrechten...), vul de bijlage in. Zoniet gaat u direct naar punt 3.

3. Activités de l'entreprise

Om uit te maken, welke *de minimis* regeling van toepassing is, moeten we weten in welke sector uw bedrijf actief is. Is het bedrijf actief in één van volgende sectoren (*vakje aankruisen graag*)?

Het bedrijf is actief in de sectoren, visvangst, aquacultuur (**twijfelt u ? raadpleeg dan codes 03 van de NACE BEL Code**).

Het bedrijf is actief in de primaire productie van landbouwproducten (twijfelt u ? raadpleeg dan codes 01.1 tot 01.5 van de NACE BEL Code).

Het bedrijf is actief in het **goederenvervoer over de weg in opdracht van anderen**.

N.B. : De NACE BEL Code(s) staan op de Kruispuntbank der Ondernemingen die u raadpleegt via volgende weblink van "KBO public Search": <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Renseignements relatifs aux aides de minimis

Om steun te krijgen krachtens de *de minimis* regeling, is het nodig rekening te houden met andere vormen van de *de minimis* steun die de onderneming kreeg in het lopende belastingjaar, maar ook in de laatste belastingjaren. Vul de tabel hier onder in indien u tijdens deze periode *de minimis* steun kreeg. Denk erom : het begrip « enig bedrijf » dat we hierboven onder 2 gebruikten, is van toepassing.

N.B. : Om te weten of de steun die u voorheen kreeg, onder *de minimis* valt, moet u kijken of u van de subsidiegevende overheid een attest 'de *de minimis* steun' gekregen hebt, waarin staat waaronder die steun valt: Algemeen, visvangst, landbouw, dienst van algemeen economisch belang.